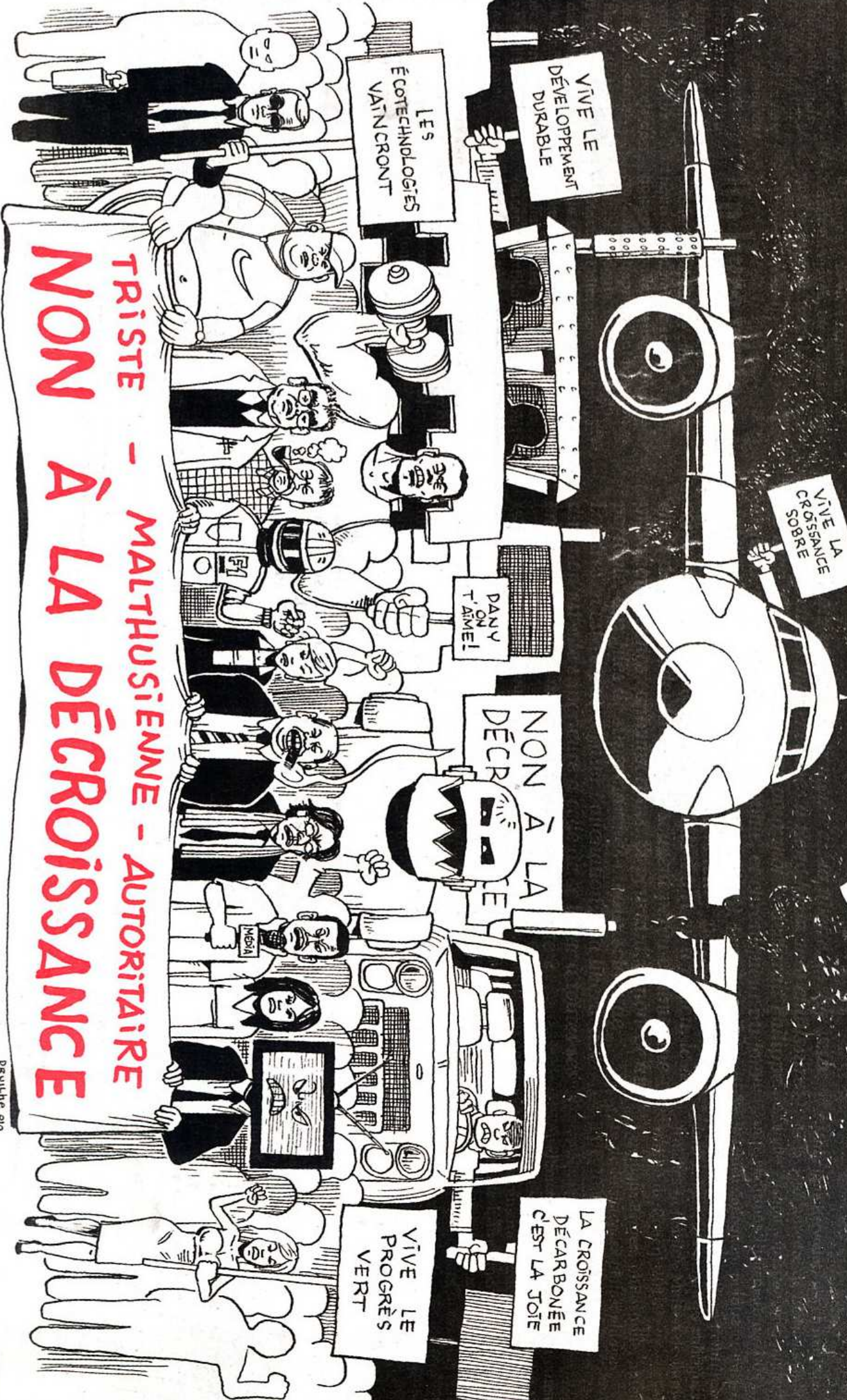


Le «*bon en vivre*»

L'argument se veut imparable : la décroissance (malgré toutes ses vertus) n'est tout simplement pas possible en raison de ce que seraient véritablement les humains par nature : des êtres accapareurs, égoïstes, cupides, consommateurs et bous amoureux de Rolex. La meilleure objection à opposer à ces «*têlés de la croissance*», c'est ce qui se passe en ce moment dans les Amériques. De fortes mobilisations populaires se produisent pour dire que la croissance, les plus pauvres justement n'en veulent pas, mais vraiment pas.

ou la décroissance gourmande



Gruithne 010

Nos adversaires veulent bien admettre désormais que la généralisation de notre mode de vie occidental est impossible et que croire en une croissance infinie dans un monde fini serait une folie, voire même que l'humanité n'aurait qu'une chance sur deux de survivre au XXI^e siècle. Hélas, l'humain serait ainsi fait qu'il n'y aurait rien à faire, sinon s'adapter au monde de demain grâce aux miracles des technologies « propres » et au mythe de l'abondance pour 10 milliards d'humains. Cette argutie nous est sans cesse opposée depuis quelque temps, c'est-à-dire depuis que la force de nos idées interdit de nous faire passer encore pour de dangereux « illuminés », des « durs à jouer » ou mieux encore, des affameurs de pauvres voulant se réserver la croissance...

Cette argutie m'a été opposée par l'ex-ministre conservateur de l'Écologie du cabinet noir britannique, Peter Ainsworth : l'illimitisme est certes un vrai poison, mais selon lui, l'humanité serait programmée pour. Le même argument bidon m'a été opposé par un journaliste bien intentionné du Mouvement (Radio France). Vous n'y pensez pas, mon pauvre monsieur, les gens ne peuvent vouloir que consommer « toujours plus » donc « produire toujours plus », aller toujours plus loin et plus vite. De leur côté, Luc Ferry et Alain Juppé expliquent que nous devrions commencer à convaincre les Chinois... Bref, le lecteur aura compris : l'humanité serait naturellement productiviste, technophile et néophage. Elle serait, en outre, intrinsèquement programmée pour fantasmer sur les Occidentaux. L'homme blanc, de sexe masculin et riche de surcroît, serait le parangon de l'humanité : plus humain que lui, tu meurs... Nous aurions donc quelques longueurs d'avance sur les autres peuples dont nous serions les guides. Dieu, la nature, les lois de l'histoire ou de la psyché l'auraient voulu ainsi. Mais alors, qui sont ces objecteurs de croissance pour prôner une idéologie non conforme à ce que serait fondamentalement l'humanité ? Laissons de côté l'hypothèse qu'ils puissent être banalement des extraterrestres (bien que je me sente parfois un peu martien face au monde dominant), il suffira de penser que nous sommes un peu fous ou que nous nous livrons simplement à un petit jeu intellectuel sans conséquences...

L'âge des cavernes

C'est donc cette idée selon laquelle l'humanité serait programmée pour produire et consommer toujours plus, donc pour vivre sur le mode capitaliste et productiviste, qu'il faut remettre en cause. Peu importe, pour les fous de croissance, que les

anthropologues aient mille fois démontré que notre modèle croissant était une exception historique, une petite goutte d'eau dans l'histoire. Relisons l'anthropologue Pierre Clastres (1934-1977) : les sociétés primitives ne sont pas sans croissance et sans État parce qu'elles ne seraient pas assez développées pour en avoir, mais parce qu'elles sont organisées pour empêcher le développement de l'État, l'appropriation des stocks, la croissance économique, bref la division... J'entends déjà nos détracteurs ricaner : c'est si loin, ces sociétés préhistoriques. Ne serait-ce pas une preuve de plus que nous souhaiterions revenir à l'âge des cavernes (sic) ? Alors prenons le mode de vie de nos arrière-grands-parents, relisons les ouvrages de la collection « Terres humaines » consacrée à cet autre monde qui a existé chez nous, il n'y a pas si longtemps. Un monde qui est loin de nous faire rêver, certes, mais un monde où le travail cessait le dimanche et la nuit, un monde où l'on prenait le temps de se découvrir au passage d'un corbillard, un monde qui faisait mieux société que le nôtre. Non seulement il existe toujours des résistances à ce qui nous est imposé au nom du dieu « progrès », mais ces résistances ont de plus en plus de consistance. Et cela se passe en ce moment, pas dans la préhistoire, pas dans un langage très différent du nôtre, mais dans les Amériques... En Équateur, au Mexique, en Bolivie, ailleurs aussi, de fortes mobilisations populaires se produisent pour dire que la croissance peut passer son chemin, les pauvres n'en veulent pas.

Le bien-vivre : un droit constitutionnel

Ce refus ne nous étonne pas puisque nous ne cessons de dire que les pauvres ont tout à gagner avec la décroissance en termes de qualité de vie, de reconnaissance sociale, de dignité... Ce sont les plus exploités et les plus dominés qui le disent lorsqu'ils peuvent encore rêver leurs propres rêves. Ce qui se passe actuellement dans les Amériques est la meilleure preuve qu'un autre monde est possible, mais aussi que nous, objecteurs de croissance des pays riches, ne sommes pas les enfants gavés de la société de consommation, que nous nous révoltons au nom d'une autre humanité possible, une humanité que nous partageons avec les plus pauvres de la planète. C'est pourquoi nous ne cessons de dire que notre décroissance n'est pas la décroissance faute de mieux, que ce n'est pas d'abord parce qu'il y a le feu à la planète que nous objectons au culte de la croissance, mais parce que nous sommes fous amoureux de la vie bonne, de ce que les grecs anciens nommaient

« *eudemonia* » et que les peuples amérindiens nomment aujourd'hui le « *buen vivir* » (le « bien-vivre »). Nous ne demandons pas aux pauvres de se mettre à l'école des riches, nous croyons même que nous avons beaucoup à apprendre des plus pauvres lorsqu'ils

sont encore en mesure d'assumer pleinement leur culture, leurs rêves, leurs désirs. Leur combat pour le « *buen vivir* » est leur façon de vivre la décroissance. Le « *buen vivir* » est la traduction de notions voisines exprimées dans différentes langues indiennes : le « *sumak kawsay* » en langue Quichua, le « *suma gamaña* » en Bolivie... Ce concept de « vie bonne » est réapparu en effet simultanément dans divers pays. Il a connu une transcription constitutionnelle en même temps que l'on reconnaissait constitutionnellement l'existence des peuples indiens.

Ainsi, la Constitution bolivienne du 25 janvier 2009 inclut le *suma gamaña* au milieu d'autres notions. Son article 8 précise : « *l'État assume et défend en tant*

vaut, peu ou prou, à notre société de consommation occidentale. Cette différenciation est essentielle pour comprendre la portée révolutionnaire du « *buen vivir* ».

Dangereux extrémistes

Alberto Acosta, ancien ministre des Mines et de l'Énergie, ancien président de la Commission constitutionnelle de l'Équateur, l'un des théoriciens du « *buen vivir* » le dit de façon très nette : « *En définitive, il n'y a pas de définition rigide du bien-vivre. Nous sommes en train de la construire dans le monde, pas seulement en Équateur. Par contre, ce que nous savons c'est qu'ici, le bien-être traditionnel entendu comme l'accumulation de biens matériels ne nous intéresse pas. Nous ne cherchons pas non plus le bien-être dominant la nature, nous imposant sur la nature. Cette logique du bien-être pour nous, n'existe pas.* » (extrait d'*Entropia*, n° 9, 10-2010). Le bien-être que refusent les Amérindiens, c'est donc notre société du toujours plus...

L'humanité serait naturellement productiviste

que principes éthiques et moraux de la société plurielle le "ne sois pas lâche", le "ne sois pas menteur ou voleur", le "bien-vivre", une "vie harmonieuse", une "vie bonne délivrée du mal, une vie noble". En Équateur, « *el plan nacional para el buen vivir* » a été adopté en 2007, après de longs débats au sein de la société civile. Les droits au bien-vivre sont développés dans le chapitre deux de la Nouvelle Constitution avec notamment l'affirmation des droits à l'eau, à la souveraineté alimentaire et énergétique et à la préservation des écosystèmes. Ces pays réinventeraient-ils l'État providence plus d'un demi-siècle après l'Europe ? Oui et non. Oui, car il s'agit bien d'assurer la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux. Non, car les théoriciens du « *buen vivir* » le disent avec force : le bien-vivre n'est pas le bien-être qui équi-

lité au dialogue : « *Bienvenue frères. Ce gouvernement est le vôtre, celui des peuples autochtones, le palais de Carondelet (palais présidentiel) est à vous.* » Les négociations se sont donc ouvertes avec le président Correa s'engageant face à 130 dirigeants de communautés amérindiennes, tandis que dehors des milliers d'indiens étaient massés durant plusieurs jours.

Post-pétroliero

Le mouvement du « *buen vivir* » est porté en fait par les peuples indigènes, par des groupes écologistes de gauche et par des intellectuels de renom comme Alberto Acosta et Esperanza Martínez (auteurs de *El buen vivir, una via para el desarrollo*, 2009). Le « *buen vivir* » n'est pas en effet un simple slogan, mais une autre conception du monde qui prône une meilleure harmonie de l'être humain avec lui-même, avec les autres, mais aussi avec la nature. Le « *buen vivir* » est ce qui est arrivé de mieux pour les adversaires de la croissance folle depuis de nombreuses décennies. Le « *buen vivir* » nous concerne tous car c'est une véritable stratégie globale anti-Kyoto. Il ne s'agit plus de faire payer les pollueurs, mais de protéger la biodiversité. Il ne s'agit plus de marchandiser les émissions de gaz à effet de serre mais de les éviter au maximum. Le « *buen vivir* » est un schéma post-pétrolier qui s'assure comme tel. Ce n'est pas par hasard qu'Alberto Acosta a publié en 2007 *Ecuador post-petroliero*. Le « *buen vivir* » est d'abord une économie post-extractiviste. C'est la volonté de laisser dans le sous-sol équatorien le pétrole qui s'y trouve (projet ITT-Yasuni), et pas pour le remplacer par d'autres sources d'énergie afin d'avoir le même mode de vie sans pétrole qu'avec le pétrole. En effet, cette posture anti-extractiviste doit concerner toutes les ressources rares (à préserver pour les besoins vitaux des futures générations), polluantes ou dangereuses. Le « *buen vivir* » nous concer-

ne donc aussi. Le « *buen vivir* » est fondamentalement une alternative anticroissance et anti-économiste. Nous avons avec ce projet de quoi nous opposer à toutes les politiques productivistes.

Logique post-Kyoto

Écoutons Alberto Acosta dénoncer l'écologie scientifique ou libérale : « *Il y en a mille des discours sur les impacts du réchauffement global et du changement climatique, le monde a besoin d'actions concrètes (...). Nous pensons que protéger la vie ne peut pas se faire en ayant recours à des relations marchandes (...). La proposition ITT dépasse la nature même du marché de carbone, elle dépasse la logique du protocole de Kyoto. C'est pour cela que ce projet doit s'inscrire dans une logique post-Kyoto.* » Acosta invite donc à poser de nouvelles questions plutôt que de chercher à répondre autrement aux questions que nous impose le système productiviste. Selon le chercheur Raúl Zibechi (*Entropia* n° 9), ce nouveau paradigme du « *buen vivir* » comprend deux grands principes. Tout d'abord la reconnaissance de la planète comme Terre-mère, ce qui a pour conséquence d'imposer de nouvelles pratiques qui vont bien au-delà du principe de précaution. Traduction juridico-politique : la nature doit être reconnue comme un sujet de droit. La Constitution de l'Équateur pose par exemple dans son article 71 que « *la nature ou Pacha Mama, où se reproduit et se réalise la vie, a le droit d'être respectée intégralement dans son existence, dans la régénération de ses cycles vitaux, sa structure, ses fonctions et processus évolutifs.* » Cet objectif n'est pas sans créer des difficultés d'ordre juridique : s'agit-il de défendre la Terre-mère ou une Terre-pour-l'humanité ? Je ne cacherais pas que j'ai avec certains amis amérindiens ou proches du gouvernement équatorien des désaccords sur la façon de traiter juridiquement cette question.

Le "bien vivre" ou la décroissance gourmande (suite)

Problème d'eurocentrisme

L'économiste équatorien, Pablo Davalos, soutient que l'idéologie occidentale de la croissance a causé cinq grandes ruptures anthropologiques, ici comme là-bas : « La première de ces *césures apparaît au moment où le discours de la croissance économique fragmente la relation de l'être humain avec la nature.* » Cette césure serait visible aussi bien chez Descartes que dans le rapport de la commission Brundtland et lors des grands sommets du DD comme celui de Rio ou de Kyoto. Le capitalisme vert, loin de remettre en

cause cette césure, irait encore plus loin. La deuxième césure serait la perte de toute éthique car « ni le développement ni la croissance économique ne sont éthiques et ne peuvent l'être, parce que si l'on introduit des variables éthiques dans la croissance économique, celle-ci court le risque d'être confrontée à de sévères contradictions logiques qui mettraient en péril la légitimité épistémologique de l'économie dans son ensemble. » La troisième césure serait que toute « croissance économique vide de leurs contenus les histoires et les cultures des différents peuples et les remplissent de tout ce qui est considéré comme valide selon la logique de rentabilité, du court terme, de l'égoïsme (...) ». Les marchés ne tolèrent pas la diversité humaine. L'extraordinaire diversité culturelle des peuples du monde est une menace qui doit être contrôlée. En ce sens, le monde plat et simpliste de Burger King, Nike, McDonalds, Coca-Cola ou Walmart a fait le pari de coloniser cette diversité culturelle et de l'intégrer au capitalisme. La quatrième césure se trouve dans le fait que l'économisme, « au lieu de provoquer la croissance économique pour toute la société, ne parvient en réalité qu'à administrer une politique de la pénurie. (...) Croire que la croissance économique peut résoudre les problèmes de la pauvreté relève de l'ingénuité. » La cinquième césure réside

dans le fait que la dictature de l'économie empêche de penser toute alternative globale.

Anti-développement

Les adeptes du bien vivre sont aussi de farouches adversaires de l'idée

pas la conception d'un processus linéaire qui établit un état antérieur ou postérieur. Il n'y a pas cette vision d'un état de sous-développement à surmonter. Et il n'y a pas non plus un état de développement à atteindre. David Choquehuanca, ministre des Affaires étrangères

"Le développement est une monstruosité car il n'a pas de fin."

Forge Ipuana

Comme toujours, ces débats théoriques ont des implications

concrètes. Faut-il par exemple une gestion de l'eau par l'État central afin d'assurer l'équité entre les régions, ou faut-il défendre le principe d'une gestion par les communautés ? La relocalisation que prônent les partisans du « bien vivre » n'est pas si éloignée de la nôtre lorsque nous parlons de « local sans les murs ». Non seulement la constitution équatorienne reconnaît les nationalités indigènes avec comme projet la création d'une citoyenneté latino-américaine et caribéenne, mais elle octroie la citoyenneté équatorienne à toutes les personnes d'un territoire étranger limitrophe avec l'Équateur appartenant à l'un des peuples ou nationaux reconnus par l'État équatorien.

Autre question qui nous est commune : faut-il essayer de changer le monde ou plutôt choisir d'en construire un autre ? La thèse qui semble aujourd'hui l'emporter chez les partisans du « bien vivre » est celle que ce monde-ci, capitaliste, productiviste et eurocentré ne pouvait être changé, il ne s'agirait plus de vouloir substituer un nouveau système à un autre, mais de faire sécession, ici et maintenant, c'est-à-dire de créer de nouvelles réalités.



Banbury, Pixabay

même de développement : « Le développement est une monstruosité car il n'a pas de fin. » (George Ipuana, leader Wayuu, Venezuela). « Pour nous, il n'y a pas de développement, il y a la vie. » (Salatiel Mendez, leader colombien). « Ce qui est appelé le développement détruit les communautés, les terres, les environnements locaux, la base naturelle de tous les êtres humains. » (Luis Macas, ex-président de la confédération des nationalités indigènes de l'Équateur). Ce concept de développement n'existe pas dans les cultures amérindiennes. Il n'y a

de la Bolivie, ajoutait en janvier 2010 : « Nous nous sommes organisés pour revenir à notre chemin, le chemin de l'équilibre ». ... Ce refus de la croissance et du développement est aussi celui de la conception occidentale de la pauvreté : « Pour les peuples indigènes, il n'y a pas non plus la conception traditionnelle de pauvreté associée à la carence de biens matériels ou de richesse liée à leur abondance (...). Les biens matériels ne sont pas les seuls déterminants. Il y a d'autres valeurs en jeu : la connaissance, la reconnaissance sociale, culturelle et même spirituel-



Paul Ariès